

Tian'anmen 10 ans après

L'année 1999 est une année clef. Elle marque à la fois le dixième anniversaire du massacre de la place Tian'anmen et le cinquantenaire de la création de la République populaire de Chine. Certains prétendent que la situation des Droits de l'homme s'est nettement améliorée en dix ans, que la stabilité était au prix d'une répression sans merci. Qu'en est-il réellement ?

Le 15 avril 1989, des dizaines de milliers d'étudiants se réunissaient sur la place Tian'anmen, à Pékin, sous prétexte de célébrer la mort de l'ancien premier ministre, Hu Yaobang. Les manifestations s'étendirent rapidement à l'ensemble des grandes villes chinoises et prirent une ampleur inattendue: des millions de Chinois réclamaient, dans une ambiance euphorique, démocratie et liberté. Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989 les tanks sont entrés dans les rues de Pékin, les coups de mitraillettes ont résonné dans la capitale provinciale de Chengdu, partout la répression s'est instaurée. On estime que plus d'un millier de Chinois ont trouvé la mort durant ces journées de terreur.

La date anniversaire de cet événement est attendue en Chine avec une grande nervosité, tant de la part de la population que du gouvernement. Depuis dix ans, la position de ce dernier n'a pas évolué. Les manifestants du Printemps de Pékin de 1989 sont toujours considérés comme des "émeutiers". A ce titre, ils continuent d'être en butte à des arrestations arbitraires, harcelés dans leur vie professionnelle et quotidienne — quand ils ne croupissent pas dans les laogai, les "camps de réforme par le travail". On estime en effet à quelques centaines le nombre des prisonniers toujours détenus, soit qu'ils aient directement participé au Mouvement démocratique de 1989, soit qu'ils aient été incarcérés par la suite pour avoir tenté, les années suivantes, de commémorer le massacre. La logique qui a inspiré la répression du 4 juin est donc toujours en vigueur. D'autant que Li Peng, un de



ses principaux acteurs, est aujourd'hui Président de l'Assemblée Nationale Populaire et reste le troisième personnage dans la hiérarchie du parti communiste chinois.

Il se trouve que 1999 marque également le cinquantenaire de la fondation de la République populaire de Chine. Les dirigeants chinois et, avec eux, la plupart de leurs "amis occidentaux", ont choisi de privilégier ce cinquantième anniversaire et de passer sous silence les événements de 1989, entérinant la thèse selon laquelle la situation des Droits de l'Homme se serait améliorée dans ce qui est en réalité la plus grande dictature de la planète.

Depuis quelques mois, de nombreux indices témoignent de la volonté qu'a le gouvernement chinois de prévenir toute reprise d'activité démocratique au cours du printemps 1999. La condamnation à treize, douze et onze ans de réclusion des trois principaux leaders démocratiques chinois — Xu Wenli, Wang You-

cai et Qin Yongmin — constitue un avertissement explicite à la population chinoise : pas question d'assouplissement politique dans les années à venir. Depuis le début de 1999, la place Tian'anmen est — comme par hasard — "en rénovation", fermée au public et envahie par les bulldozers. Il s'agit de l'"embellir" en vue des festivités du cinquantenaire de la République Populaire. Les travaux dureront sans aucun doute jusqu'en juillet ou août.

De nombreuses manifestations sont prévues en France (et au Luxembourg) pour commémorer ce triste anniversaire et le célébrer à la place des Chinois toujours interdits de deuil.

Marie Holzman

Marie Holzman, sinologue et écrivain, vécut le premier Printemps de Pékin et consacre une bonne partie de sa vie aux dissidents et aux exilés chinois. Elle a notamment traduit les «Lettres de prison» de Wei Jingsheng.